

Formation, Productivité et Emploi :
Atelier sur les évaluations d'impact des programmes de formation

**Rencontre de formation/apprentissage pour les pays du Maghreb et les cadres de la
région MENA
Casablanca, 20-22 janvier 2004**

L'atelier proposé a pour but de renforcer les connaissances des décideurs des pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) et des cadres du Bureau régional Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) de la Banque quant à la manière d'évaluer rigoureusement les programmes d'emploi, et en particulier les programmes de formation pour les particuliers et pour les entreprises. Il familiarisera les participants (i) aux méthodologies d'évaluation de l'impact des programmes ; (ii) aux problèmes de mise en oeuvre, notamment la conception d'enquêtes, la collecte et l'analyse des données d'enquête ; et (iii) à se servir des conclusions des évaluations d'impact pour améliorer la conception, la dispense, le ciblage et le rapport coût-efficacité des programmes d'emploi et de formation.

L'activité d'apprentissage/formation répond aux requêtes des Gouvernements du Maroc et de Tunisie et aux préoccupations quant à la pertinence et le rapport coût-efficacité des programmes de formation (mis en lumière dans le contexte des réformes en cours) et le manque d'opportunités d'éducation permanente (mis à jour par les récentes enquêtes sur le climat de l'investissement) dans ces pays. Au Maroc, dans le cadre du Troisième Projet de développement du secteur privé (formation en cours d'emploi), il était prévu que le Gouvernement évalue l'impact des programmes de formation en cours d'emploi sur les qualifications de la main-d'œuvre et la compétitivité des entreprises. Toutefois ceci n'a pas été réalisé en raison du manque de familiarité aux méthodologies d'évaluation d'impact. En Tunisie, dans le contexte du Deuxième Projet de formation professionnelle, le Gouvernement a fait le premier pas pour évaluer les programmes d'emploi (y compris la formation de pré-emploi et en cours d'emploi) mais certains aspects de la méthodologie utilisée ont soulevé des questions quant à la validité de ces conclusions. Il ressort qu'une compréhension plus profonde, et une formation pratique concrète, des principes, conception, méthodes analytiques et usages politiques des études d'évaluation d'impact des programmes sont nécessaires dans la région.

L'atelier de trois jours, qui se tiendra à Casablanca, sera axé sur les décideurs seniors et leur personnel technique de trois pays du Maghreb–Maroc, Tunisie et Algérie. Le Maroc et la Tunisie sont les plus avancés en termes de réformes des programmes de formation professionnelle et sont les deux seuls pays de la région MENA ayant déjà

commencé à réaliser des études d'évaluation d'impact. L'Algérie est incluse de sorte que l'équipe algérienne puisse également bénéficier des expériences des deux autres pays voisins. Un total de 40-50 participants sont attendus des trois pays du Maghreb. Les résultats souhaités de l'atelier sont des propositions concrètes pour des études d'évaluation d'impact de programmes de formation des pays du Maghreb (en particulier Maroc et Tunisie).

La présente note discute la justification et les objectifs de l'atelier et un ordre du jour préliminaires pour l'atelier (en annexe).

JUSTIFICATION

La Stratégie de protection sociale pour la région MENA, ainsi que le récent Document régional sur la création d'emplois préparé pour les Assemblées annuelles à Dubaï, soulignent que l'emploi est au cœur des préoccupations de nombreux gouvernements. Les gouvernements ont introduit un grand nombre de programmes visant à aider les jeunes sans emploi à trouver un emploi et à améliorer leurs qualifications. Bien que les dépenses publiques consacrées aux Programmes actifs du marché de l'emploi (APME) aient fortement augmenté (entre 1,0 et 1,5 pour cent du PIB), il n'est pas clair dans quelle mesure ces programmes ont amélioré le fonctionnement du marché de l'emploi, créé des emplois, relevé le niveau des salaires, développé l'employabilité des bénéficiaires, et amélioré la compétitivité des entreprises. Dans ce contexte, des évaluations rigoureuses d'impact sont nécessaires pour assurer que les deniers publics sont dépensés d'une manière rentable et que les conclusions des évaluations sont utilisées pour mieux concevoir et cibler les programmes de formation.

L'assistance technique et la formation pour la région MENA sont justifiées par la complexité technique des méthodes d'évaluation d'impact des programmes et par la faible capacité pour mener à bien de telles évaluations dans la région, à la fois parmi nos pays-clients et parmi les cadres de la Banque. Le défi que comportent ces évaluations est d'isoler les impacts nets des programmes sur les bénéficiaires, mesurés par rapport à un groupe de contrôle d'individus similaires n'ayant pas participé au programme, et de peser les bénéfices—à savoir l'employabilité nette post-programme et les salaires des participants—par rapport aux coûts requis pour générer les bénéfices des programmes. L'évaluation des impacts nets de telles interventions, notamment les programmes de formation, exige des connaissances dont ne disposent pas la plupart des pays de la région MENA, d'où la nécessité d'un renforcement des capacités en connaissances pratiques des évaluations pouvant être utilisées pour façonner

l'allocation des ressources et orienter les décisions relatives à la conception des programmes.

Les trois pays du Maghreb sont conscients de l'importance des évaluations d'impact, mais ils ont été limités par la faiblesse des capacités institutionnelles au niveau local. Une plus grande familiarité aux techniques d'évaluation d'impact et aux avantages qu'elles comportent pour justifier les prises de décision politique, devrait aboutir à une demande accrue pour de l'assistance technique afin de procéder aux études. Ceci est tout particulièrement important vu qu'il n'existe pas d'évaluations d'impact des programmes d'emploi dans la région à l'heure actuelle.

OBJECTIFS

Dans ce contexte, le principal objectif de l'atelier est de familiariser et renforcer les connaissances des décideurs seniors, de leur personnel technique, et des chercheurs de la région en matière de conception et réalisation d'études d'évaluation d'impact des programmes d'emploi. La Banque a un net avantage comparatif en ce domaine, ayant été la principale institution responsable non seulement de l'appui à la conception et réalisation d'évaluations d'impact, mais également de l'appui technique aux études d'évaluation similaires dans d'autres pays et régions. Cette expérience internationale peut offrir une orientation pratique quant à l'application des méthodologies d'évaluation d'impact aux programmes d'emploi et de formation, et aux études d'évaluation qui pourraient être envisagées à l'avenir par les pays de la région MENA, notamment les pays du Maghreb.

L'atelier de trois jours sera structuré autour des modules suivants :

Module 1 : Formation – Aperçu général et enjeux de la politique publique. La première session portera sur deux aspects : (i) les liens entre la formation et la performance économique – discussion quant à la pertinence de la formation dans un contexte élargi de productivité et compétitivité de l'entreprise, employabilité des travailleurs et éducation permanente ; (ii) les interventions publiques dans les programmes de formation – discussion axée sur la justification d'un engagement de l'Etat, politiques de promotion de la formation (en cours d'emploi et de pré-emploi), et mécanismes utilisés pour évaluer les interventions de politique. Cette première journée de l'atelier, sur la base des expériences internationales, préparera le terrain pour les sessions des deux journées suivantes – elle discutera du rôle que les évaluations d'impact peuvent jouer au niveau de la conception des programmes d'emploi et de formation et leur utilité pour les décideurs qui veulent améliorer le coût-efficacité des programmes.

Module 2 : Conception et réalisation d'études d'évaluation d'impact. Cette session donnera aux participants les connaissances de base nécessaires pour concevoir et réaliser des études rigoureuses d'évaluation d'impact des principaux programmes d'emploi et de formation. Elle commencera par examiner les grands enjeux méthodologiques dérivés des études d'évaluation d'impact, y compris le concept de comparaison des bénéficiaires du programme (le « groupe de traitement ») avec un « groupe de contrôle » n'ayant pas participé au programme, et discutera ensuite des enjeux pratiques tels que les besoins en données, conception de l'enquête, analyse des données d'enquête, et intégration des résultats pour améliorer la conception des programmes, le ciblage et la réalisation. Ces concepts seront concrétisés dans le cadre de discussions d'études spécifiques d'évaluation (a) de programmes de recyclage pour travailleurs sans emploi et (b) de politiques visant à promouvoir la formation en cours d'emploi et le recyclage par les entreprises ainsi que dans le cadre de discussions plus générales des expériences internationales en matière de programmes de recyclage et politiques de formation en entreprise.

Module 3 : Groupes de travail techniques – Application à des études spécifiques d'évaluation.

Le troisième jour les équipes nationales travailleront en groupe sur les aspects pratiques de la conception et réalisation des études d'évaluation d'impact des programmes et politiques de formation. Plus spécifiquement, les participants seront divisés en trois groupes techniques pour développer des plans concrets pour l'évaluation (i) d'un programme institutionnel de formation de pré-emploi ou recyclage des travailleurs sans emploi ; (ii) d'une politique de taxe à la formation pour encourager la formation des employés en entreprise ; et (iii) des impacts de la formation sur la performance de l'entreprise, les salaires, et l'emploi, en se servant de données d'entreprises similaires à celles qui seront recueillies pour l'Enquête sur le climat de l'investissement au Maroc. Les deux premiers groupes de travail seront chargés des aspects conception et réalisation, y compris de l'identification de l'échantillonnage et de la préparation des questionnaires de l'enquête ; le troisième groupe se concentrera sur l'analyse en se servant des données existantes et sur l'interprétation et l'utilisation des résultats pour la formulation de politiques.

L'atelier offrira également l'occasion pour les participants des pays du Maghreb et leurs homologues à la Banque de discuter en détail les enjeux spécifiques à un pays dans le domaine de la réforme de la formation. En outre, la capacité du Maroc et de la Tunisie à échanger des expériences devrait favoriser une collaboration inter-frontières ainsi qu'une efficacité accrue du rôle de dissémination du savoir de la Banque dans ce domaine vital de la politique.

AUDITOIRE

Dépendant du pays, le principal auditoire des pays du Maghreb sera : (a) les décideurs des ministères du Développement social, de l'Enseignement et de la formation professionnels ; de l'Emploi ; des Finances ; de l'Education ; du Développement et de la Coopération internationale ; de la Planification et de l'Industrie ; (b) le personnel technique des bureaux de formation professionnelle et instituts de recherche ; et (c) des cadres de la Banque, y compris les chargés de projet responsables des projets consacrés à l'éducation, au développement du secteur privé et à la formation professionnelle, ainsi que des économistes-pays.